

77449

4

LA SICILE

CONSIDÉRÉE

SOUS LE RAPPORT DE SON UNITÉ POLITIQUE

ET

DE SA SÉPARATION ADMINISTRATIVE

AVEC NAPLES



BRUXELLES

—
1857

Dans un intérêt révolutionnaire on n'a pas craint, dans plusieurs journaux, publiés en Piémont et ailleurs, de représenter la Sicile, comme sans cesse disposée à la révolte, pour se soustraire à la mauvaise administration, dont elle souffre sous le Gouvernement napolitain.

Cependant si, on avait besoin d'avoir une preuve éclatante, qui pût démentir l'existence de cette prétendue agitation, toujours croissante, que l'on veut à tout prix attribuer à la Sicile, n'en trouverait-on pas une bien éloquente et incontestable dans le fait même de la triste échauffourée de Bentivégna? Car, il est avéré que, les populations toutes entières des diverses communes des districts de Termini et

de Cefalù, dans la province de Palerme, que ce chef de rebelles ou ses complices ont parcouru et pillé à main armée, non seulement ne se réunirent pas à lui, mais qu'elles se portèrent au contraire en masse, avec des transports de joie, au devant des troupes royales, qui accouraient pour disperser cette poignée de brigands. Et lorsque plus tard, quelques uns des factieux, pour se soustraire aux recherches de la force publique, qui les traquait de toute part, s'étaient réfugiés et cachés à Pettineo et à Motta d'Affermo dans la province de Messine, où ils furent découverts, les habitants se réunirent spontanément aux Compagnies d'armes pour assurer leurs arrestation. Tant est grande, depuis la déplorable et affreuse épreuve de 1848, l'horreur que l'on a en Sicile, pour tout mouvement insurrectionnel et l'indignation qu'excite ceux qui en sont les instigateurs.

Mais le but que, nous nous proposons surtout dans ce travail, c'est la réfutation des mensongères assertions contenues dans la seconde proposition touchant les griefs supposés de la Sicile contre le gouvernement de Naples.

Chacun sait, qu'après la répression de la révolution en Sicile, l'administration de cette île, a été entièrement séparée de celle de Naples, en conser-

vant toute fois l'unité politique ou gouvernementale; de sorte qu'à l'exception de ce qui concerne les affaires étrangères et les administrations de la guerre et de la marine, il n'y a rien de commun aujourd'hui, entre les deux pays ¹.

Non obstant cette séparation administrative le Gouvernement napolitain, même alors que certaines mesures pour le développement des intérêts de la Sicile, pouvaient porter préjudice à ceux de ses provinces continentales, non seulement, n'y a jamais mis aucunes entraves, mais encore, il les a au contraire secondé avec le plus louable empressement.

A l'appui de ce que nous avançons, nous pourrions apporter, un très grand nombre de faits empruntés à des dispositions prises par le gouvernement dans l'intérêt exclusif de la Sicile; mais nous croyons devoir nous borner, à rapporter seulement deux mesures, qui, par leur importance sont vraiment concluantes.

La révolution de 1848 avait dépensé des sommes énormes; cette effroyable prodigalité, avait eu pour résultat non seulement, la dilapidation du trésor public mais encore des caisses communales et

¹ Decret. du 27 settem. 1849.

des établissements publics, et quand enfin, toutes ces ressources eurent été épuisées, on ne balançait pas à recourir à la mesure extrême et véxatoire de l'emprunt forcé ¹.

Aussi après la restauration du gouvernement légitime, les créanciers de l'État et tous ceux qui, sous sa garantie, avaient déposé leurs fonds dans les banques publiques, réclamèrent ils immédiatement leur remboursement. Pour satisfaire à cette demande et pourvoir en même temps aux dépenses courantes du service public, un emprunt paraissait être un moyen efficace et prompt. Mais quelle confiance la Sicile pouvait-elle inspirer à l'étranger en sortant à peine de l'anarchie? Cet emprunt était donc impossible, ou n'aurait pu se réaliser qu'à des conditions excessivement onéreuses.

Il ne restait d'autre expédient pour parer à cette extrême nécessité financière, que de consolider la dette de la Sicile, et donner en paiement aux créanciers, des titres négociables représentés par des certificats au porteur ou nominatifs, avec la constitution d'une rente annuelle de cinq pour cent au pair. Et

¹ Au moment, du rétablissement de l'autorité Royale, on ne trouva dans les caisses publiques et dans la banque de Palerme que D. 825 en monnaie de billon, et D. 2000 de monnaie d'argent que son mauvais état avait fait mettre hors de la circulation.

voilà comment a surgi un grand livre en Sicile , qui devait nécessairement faire une concurrence à celui de Naples et dès-lors nuire aux intérêts financiers et commerciaux de cette partie du royaume ; car , les cautionnements des comptables du gouvernement et des établissements publics , ainsi que les rentes des corps moraux de la Sicile inscrits sur le Grand livre de Naples ¹ devaient être transférés sur celui de la Sicile, sans compter encore que, les capitaux Siciliens prendraient nécessairement cette nouvelle et plus avantageuse direction, et même qu'une partie des capitaux napolitains s'éloigneraient de la bourse de Naples, en trouvant en Sicile un cours moins élevé.

Néanmoins à peine cette proposition concernant l'institution d'un grand livre en Sicile , eut elle été soumise au Roi, quelle fut immédiatement convertie en loi ² et ce que , l'on avait prévu se vérifia : le cours de la rente Sicilienne dépassa le pair en moins de deux ans. Le Roi, ne se contenta pas cependant de ce résultat et voulant que, les petits capitaux pussent profiter de cette utile institution, il

¹ La rente des Corps moraux de la Sicile , montait à Duc. 7, 331 et par le fait de son transfert du Grand livre de Naples sur celui de Sicile elle est montée à 8000 Duc.

² Décret du 18 décembre 1849.

ordonna qu'aux trois séries de certificats au porteur ou ajouta une 4^{me} série de cinq ducats, sans augmenter, toute fois, le chiffre de la dette publique. En outre ce Généreux monarque, dans sa constante sollicitude, a relevé encore plus le crédit Sicilien, grace à une mesure aussi large que neuve, qui semblait n'avoir d'autre but que, celui de raffermir le crédit foncier en faisant rentrer dans la circulation, pour le plus grand avantage de l'agriculture, de vastes étendues de terre, et a servi cependant, en même temps à consolider le crédit public naissant, en augmentant le cours de la rente.

Cette disposition avait pour objet, d'autoriser la vente des biens des corps moraux laïques et de ceux du domaine public, à la condition expresse que, le payement du prix de ces ventes se ferait en inscriptions de rentes sur le grand livre de Sicile, ¹ ce qui s'est effectué et continue à s'effectuer encore chaque jour. De sorte que, une valeur d'un million six cent mille ducats, qui auparavant était inactive et improductive est jusqu'ici rentrée dans la circulation et a trouvé un placement avantageux, les revenus des corps moraux ayant augmenté d'un sixième sur les anciennes rentes. On a

¹ Décret du 16 février 1852.

ouvert ainsi un vaste champs au travail, on a augmenté et amélioré les productions territoriales et le cours du grand livre est déjà à un taux qui ne le cède en rien à celui des fonds publics les plus anciens et les mieux assis ¹.

Toute personne, pour peu qu'elle soit un peu versée dans l'histoire financière de ce pays ne peut ignorer le cas, qu'ont fait et que font encore les économistes et les financiers du port franc de Messine. On a cru depuis le temps de Broggia et l'on croit encore, que ce port franc, en tant qu'il appelle en Sicile, à cause de ses franchises, les navires étrangers, procure à cette île l'occasion de vendre avec préférence et un plus grand avantage ses productions indigènes; tandis qu'il fait décliner au contraire le commerce et les productions territoriales des provinces continentales. Mais laissant à d'autres le soin de trancher cette question contestable les statistiques comparées des deux pays devant fournir des éléments exacts et surs, il nous suffira de faire observer que, la révolution sicilienne dont Messine fut le principal boulevard, avait offert au gouvernement napolitain une occasion très propice d'abolir ces franchises. Mais le Roi touché du triste état où cette

¹ Dans le moment où nous écrivons le cours de la rente sicilienne est à 109 1/4.

ville était tombée , non seulement lui rendit son port franc avec ses anciennes limites, mais il voulu encore les étendre, en y comprenant tout le contour de la Ville et de ses faubourgs, sans la priver du libre cabotage dont elle jouit ainsi que toute la Sicile et Naples. Et afin que ces privilèges ne fussent pas néanmoins nuisibles au commerce honnête et aux finances de la Sicile, le Roi, pour mettre un obstacle à la contrebande, fit entourer les faubourgs d'un mur douanier dont les frais de construction se sont élevés à deux cent cinq mille ducats.

Il n'est donc pas surprenant que , le Roi en se rendant à Messine au mois d'octobre 1852 ait été accueilli par toute la population, avec des transports d'allégresse et d'enthousiastes acclamations , à tel point que , Monsieur Odilon Barrot , témoin de cet émouvant spectacle, n'ait pu se défendre de s'écrier: « *Voici un beau spectacle , la reconciliation d'un peuple avec son Roi* ». L'histoire impartiale ne manquera pas de rappeler que plus magnanime encore qu'il ne le paraissait en ce jour mémorable à la foule enthousiaste , le monarque accorda de nouveaux et plus grands privilèges encore au port franc ¹. Or, que pent-on opposer à ces deux faits

¹ Décret du 2 novembre 1852.

si éloquents, qu'ils suffisent à eux seuls, pour démontrer, avec quel zèle le gouvernement napolitain s'est intéressé à la prospérité de la Sicile.

Les détracteurs des grandes et bienfaisantes intentions de ce prince sont forcés d'avoir recours à une vieille et vague accusation dénuée de tout fondement, qui consiste à dire, qu'il a rejeté en 1852, la proposition d'une compagnie de spéculateurs étrangers pour la construction de toutes les routes de la Sicile.

D'après un de ces détracteurs, le défaut de communication entre les diverses parties de l'île serait une entrave immense pour le commerce et perpétuerait en beaucoup d'endroits, surtout dans l'intérieur, *une ignorance sauvage qui va jusqu' à la barbarie*; peu s'en fallut qu'il n'avança que la Sicile se trouvait dans un état pire que la Sardaigne. Mais, pouvait-il donc ignorer qu'il y a en Sicile trois universités, des lycées, des séminaires, des académies, même dans ses parties les plus internes, et que même avant 1848, il y avait des routes accessibles aux voitures, qui entretenaient les communications entre la capitale et les chefs lieux des provinces? Ces routes projetées et exécutées par les meilleurs ingénieurs napolitains, se complétaient sous les yeux du Roi, qui en faisait l'inspection tous les ans, de

sorte que si la révolution de 1848 n'avait pas dévoré les fonds publics et grevé l'État de nouvelles dettes, le réseau des communications que le Roi avait ordonné par son décret du 17 décembre 1848 serait à présent entièrement terminé.

Quant aux motifs, qui portèrent le gouvernement Napolitain à rejeter ce contrat, il serait trop long et même inutile de les énumérer ici.

Il nous suffira de dire, pour réduire à néant toutes les accusations, contre le gouvernement, que son intention formellement et solennellement exprimée était que ces travaux fussent l'œuvre des capitaux siciliens, qu'ils devaient ainsi favoriser. Aussi fidèle à cette grande pensée, s'il n'a pas pu l'effectuer par un contrat général, à cause de l'absence de grands capitaux en Sicile, il l'a fait du moins au moyen de traités partiels exécutés d'après les réglemens établis dans les ponts et chaussées et soumis aux conditions de l'adjudication ¹. Ce système a déjà produit les plus heureux résultats ; en effet plus de 1,305 milles de routes sont déjà ouverts au commerce, 247 milles sont en voie d'exécution, et les plans pour la construction d'autres routes d'une étendue de 259 milles sont déjà approuvés ².

¹ Journal officiel des Deux Sicile du 19 avril 1852.

² Journal officiel du Royaume des Deur. Siciles du 31 déc. 1856.

Comme complément nécessaire de la construction des routes, le gouvernement a sagement pensé qu'il fallait ajouter la création de nouveaux centres et débouchés de commerce.

Le port de Catane, cette œuvre colossale où la nature a du être vaincue par la science et la persévérance des travaux, reçoit aujourd' hui dans son sein un grand nombre de navires , qui en sortent ensuite chargés des productions variés de cette fertile province. L' on voit en outre s'élever comme par enchantement un nouveaux port à Milazzo , qui offrira un abri aux navires dans le mauvais temps , si fréquent dans la mer inconstante qui baigne les côtes de Palerme à Messine , et ouvrira en même temps un débouché aux productions variées dont abondent les contrées circonvoisines. Ces utiles travaux doivent leur rapide construction aux subsides abondants que le gouvernement du Roi à largement alloués pour leur exécution.

Une commission présidée par un ingénieur hydraulique de Naples s' est déjà rendue à Girgenti a fin de présider aux travaux qui doivent rendre au commerce ce port qu' on peut regarder comme fermé à la navigation, par suite des immenses matériaux qui le comblent.

Mais le gouvernement royal ne s'est pas borné

seulement à ces travaux essentiels, mais il a voulu surtout qu'on eu recours pour leur exécution aux plus utiles découvertes de la science et de l'art.

Un système complet de phares à éclipses est en voie d'exécution sur toutes les côtes de l'île ¹ et il est difficile de prévoir tout l'accroissement qui en résultera pour le commerce tant extérieur qu'intérieur. Un vaste réseau de fils électriques va bientôt sillonner dans toutes les directions le territoire sicilien et mettre en communication les villes et les villages les plus éloignés, avec les principaux centres commerciaux de la Sicile et du continent ².

L'éclairage au gas ajoutera bientôt encore, un nouveau lustre à la belle ville de Palerme et cet exemple sera suivi par les autres villes, dèsque les ressources municipales le permettront.

Nous terminerions ici avec la persuasion d'avoir suffisamment démontré notre proposition, si nous ne croyions devoir répondre d'une manière plus générale à tous ces déclamateurs modernes qui affectent de croire que la Sicile languit dans un état de barbarie à cause de son union avec Naples, et que

¹ Journal officiel du Royaume des Deux Siciles du 11 décembre 1856.

² Journal officiel de Royaume de Deux Siciles du 27 novembre 1856.

ce ne sera seulement qu'en s'en affranchissant et en ayant un gouvernement qui lui soit propre, qu'elle pourra parvenir à une véritable prospérité et à la civilisation.

L'histoire contemporaine fournit même une réponse péremptoire et écrasante à leurs mensongères hypothèses.

La Sicile s'est trouvée dans cette condition politique, qu'on lui désire si ardemment pendant une période de dix ans de 1805 à 1815.

Or, quel acte remarquable, quelle loi, quelle mesure, a distingué cette époque? aucun, si ce n'est, l'édit de 1812 qui abolit la féodalité, les *forum*, ou juridictions privilégiées et les douanes intérieures qui gênaient les relations de ville à ville. Mais cet édit, tout en abolissant la féodalité en droit la laissa subsister en fait. Car, le parlement ne pût mener à bonne fin, cette mesure au milieu du choc de tant d'intérêts puissans et contraires qui s'agitaient dans son sein. Et cependant, la Sicile aurait pu alors fournir un exemple lumineux, elle avait toute une législation confuse et un long passé à modifier, si non à détruire, et un nouvel avenir à créer. En effet qui ne sait dans quel état, elle se trouvait au commencement de ce Siècle? Elle avait recueilli le triste héritage tout entier de la féodalité expirante,

des juridictions confuses se concentraient à Palerme sans autres règles et mesures que les privilèges de caste, il n'existait point de code ou corps de législation, à moins qu'on ne veuille appeler de ce nom un amas informe de droit romain, de droit municipal, de pragmatiques, de coutumes, il n'y avait non plus aucune capacité civile définie, ni aucun moyen légalement sur de l'exercer. La propriété incertaine et mal assurée était d'ailleurs soumise à toutes sortes d'entraves. Il n'existait nulle garentie dans l'administration de la justice civile et encore moins dans la justice criminelle, qui s'exerçait sans publicité.

Or les conséquences de cette déplorable situation sociale étaient le dépérissement du commerce et la ruine de l'industrie et de l'agriculture. Et cependant le nouveau régime imposé par l'étranger à la Sicile en 1812, ne pouvait renouveler ses institutions judiciaires et administratives ; alors que, la partie la plus influente de sa législature était intéressée à s'y opposer, afin de ne pas déchoir de son antique puissance.

Mais qui donc a retiré la Sicile de ce chaos ? qui a transformé dans un instant toutes ses conditions économiques et sociales ? sinon, le législateur napolitain, c'est lui qui l'a doté de cinq codes en langue vulgaire, immédiatement après sa réunion en un seul royaume

avec Naples. Ces lois furent empruntées en grande partie à la législation française, mais avec de sages tempéraments appropriés aux coutumes et aux traditions historiques du pays. Ces modifications sont si admirables et si heureusement entendues, surtout en ce qui a trait au régime hypothécaire que la France elle-même n'a pas dédaigné plus tard de les adopter.

Le même législateur ramena les diverses juridictions à leurs vrais principes, en les décentralisant et en multipliant leurs degrés sur les divers points du territoire. Il créa un pouvoir administratif avec des lois et une procédure particulières. Il institua pour la tutèle des communes des intendants, des sous intendants et des conseils de provinces et de districts. Il assura au trésor la perception des revenus publics en soumettant les agents du fisc au système *dit de l'obliganza* ¹. Il hâta l'abolition de la féodalité, au moyen de trois actes vraiment remarquables, savoir en prohibant les fidei-commis qui, en perpétuant les entraves à la propriété, aurait toujours conservé les principes de la féodalité d'une

¹ On appelle ainsi en Sicile, le système par le quel les agents de la perception s'obligent au moment de leur nomination à verser au trésor à des époques déterminées le montant des contributions échues.

génération à l'autre : en obligeant les créanciers des feudataires, à recevoir en payement de leurs créances telle partie des biens de leurs débiteurs, correspondant au chiffres de ces créances, ce qui eu pour résultat de débarrasser les ci-devant propriétés féodales des hypothèques générales et des immenses charges qui les grévaient et de créer une nouvelle classe de propriétaires : et en abolissant enfin la promiscuité des droits sur le même fond en donnant à chacun la propriété absolue de la part qui lui revenait dans le partage. Il augmenta ainsi la valeur des biens fonds et la production territoriale. Il établit sur une meilleure forme et sur des bases plus équitables le rôle des propriétés foncières en faisant disparaître les inégalités produites entre les contribuables par l'ancien système des déclarations ⁴. Il rétablit la capacité civile ainsi que les actes de l'état civil. Il releva encore la valeur de la propriété par l'institution d'une conservation des hypothèques dans chaque province, qui fut chargée de constater la transmission, le démembrement et les charges des diverses propriétés et de rétablir ainsi le crédit foncier de la Sicile.

Il institua à Palerme et à Messine des banques publiques pour les dépôts et la circulation des ca-

⁴ Décret du 8 août 1833.

pitaux, avec la faculté d'émettre des billets qui seraient la représentation du numéraire ainsi déposé. Il introduisit dans la justice civile et criminelle la discussion publique. Il classa les peines en les proportionnant aux délits et répandit sur tout le code un esprit d'humanité. Et cependant malgré de si nombreux et de si grands avantages, le Gouvernement napolitain, a voulu encore conserver à la Sicile de précieuses immunités, nous voulons dire l'exemption du service militaire ou de la conscription, du commerce de la poudre et du sel, de la culture et du débit du tabac, tout autant d'objets, qui constituent dans tous les États d'Europe de riches mais gênants monopoles. Et si à la restauration du gouvernement légitime, le Roi Ferdinand maintient l'impôt des portes et fenêtres comme un triste héritage de la révolution de 1848 qui l'avait inauguré il se hâta de l'abolir par décret du 6 juillet 1853 comme véxatoire, et cela à la satisfaction générale.

Telles sont les principales dispositions et institutions que la Sicile doit à son union avec Naples, institutions qui font défaut à plusieurs États d'Italie, parmi les quels certains s'efforcent encore de les acquérir. La Sicile en a néanmoins prodigieusement profitée, nous en avons la preuve évidente

dans son commerce étendu, dans son industrie et son agriculture progressives.

Dans ce rapide mais fidèle aperçu historique, nous nous sommes proposé de détromper ceux qui sont sous l'empire de vaines illusions et de les convaincre que l'indépendance si préconisée de la Sicile ne lui a été et ne pourrait lui être que désavantageuse.

Placée par la nature au centre de la Méditerranée favorisée d'un sol extrêmement fertile, mais peu peuplée d'ailleurs, la Sicile doit nécessairement exciter la convoitise de l'étranger et pour éviter ce danger, il faudrait quelle recourût, au protectorât d'une grande puissance. Eh! que sont-ils ces protecteurs, nous tous qui avons vécu dans ce siècle n'avons nous pas appris à les connaître!

